

Club des élus nationaux pour le v  b

Le vélo au Parlement : bilan de législation

C'est le 5 juillet 2012, à l'occasion de l'assemblée générale du Club des villes et territoires cyclables organisée au Sénat, qu'a été lancé le Club des parlementaires pour le vélo, devenu depuis « Club des élus nationaux pour le vélo ». Ce collectif, animé par le Club des villes et territoires cyclables, réunit rapidement une centaine de députés et sénateurs de tous bords convaincus que le vélo est un atout majeur pour la transition écologique, la lutte contre la pollution de l'air, le développement équilibré des territoires. Le renouvellement en juin dernier de l'Assemblée nationale est l'occasion de dresser un bilan de son action et de relancer cette dynamique. Retour sur cinq années très actives.

Son objectif : promouvoir au Parlement, de façon collective et transparente, l'utilisation du vélo comme mode de transport à part entière et dans toutes ses composantes – utilitaire, loisirs, tourisme, sport – en lui accordant un statut particulier dans les textes et projets législatifs. C'est pourquoi il n'a eu de cesse, tout au long de la législation, d'adresser au gouvernement des propositions et de soumettre au Parlement des amendements en saisissant toutes les opportunités législatives d'inscrire le vélo dans les débats transports, énergie, économie, logement et santé où il doit avoir partout sa place.

Des débats dans les h  micycles trois mois après la création

En dépit du scepticisme et d'idées reçues souvent défavorables au vélo, les éléments d'une politique pro vélo ont pu être versés au débat, dès l'automne 2012, dans les h  micycles. Nombreux sont ainsi les débats parlementaires de cette législation qui ont vu les parlementaires vélo en action, mobilisés pour défendre, en commission comme en séance publique, des amendements communs portant sur des dispositifs d'incitations économiques à l'usage du vélo, de prescription d'aménagement d'aires de stationnement ou encore de reconnaissance des bénéfices liés à la pratique du vélo en termes de santé publique, d'emploi et de retombées économiques.

Dès 2013, c'est l'obligation de créer des places de stationnement vélos sécurisées dans les gares nouvelles ou rénovées qui a été obtenue à l'occasion de l'adoption de la loi portant



Alain Dalouche

réforme ferroviaire qui s'est enrichie d'un plan d'aménagement et de financement de place de stationnement vélo dans et aux abords des gares prioritaires en concertation avec les collectivités locales. Elle a également acté le principe d'embarquement des vélos non démontés dans les trains. Avec la loi ALUR, l'inscription à l'ordre du jour des assemblées générales de copropriété de la question du stationnement des vélos dans les immeubles a été prescrite.

Un travail de conviction et de propositions législatives

C'est dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte que les parlementaires vélo ont introduit l'indemniti   kilométrique vélo, l'incitation fiscale pour les entreprises qui mettent des flottes de vélos à la disposition de leurs salariés, et des obligations de stationnement vélo lors de la construction de bureaux ou de commerces. C'est enfin la loi santé qui,

par amendement, a élargi la palette des prescriptions médicales à l'activité physique (sport et activité sur ordonnance).

Ce travail de conviction et de propositions législatives a conduit le gouvernement à élaborer, en concertation avec les acteurs, un plan national pour les mobilités actives auquel ont contribué les parlementaires pour le vélo. Ils ont pris une part active à la préparation de la première phase de ce plan d'action national pour les mobilités actives, qui a permis de mettre en œuvre 25 premières actions en mars 2014, et à l'expérimentation de l'indemniti   kilométrique vélo, traduite ensuite dans la loi relative à la transition énergétique grâce à la mobilisation des parlementaires.

La création de ce club a ainsi donné des résultats tangibles, et elle a permis de fixer un cap ambitieux, parfois au-delà des projections du gouvernement. Elle a permis également une coordination de l'action des parlementaires acquis à la cause du vélo.

Il reste beaucoup à faire !

Le poids économique de la filière comme le gisement d'emplois et les retombées positives pour la collectivité de la pratique du vélo sous tous ses aspects (sport et loisir, cyclotourisme, déplacement du quotidien) doivent être davantage pris en compte. C'est pourquoi le maintien d'une expression collective et transparente dans la nouvelle législation est un enjeu important. Le Club des villes et territoires cyclables se propose ainsi de poursuivre la démarche d'animation de ce club des élus nationaux pour le vélo dans le cadre des groupes d'études parlementaires qui pourront être mis en place dans les deux assemblées. ■